

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°30-2026-semaine du 31 août 2026

En bref

- ❖ **Inde** : la croissance au premier trimestre 2026/27 dépasse les projections et ATR signe un contrat historique ;
- ❖ **Pakistan** : Moody's passe la notation souveraine à B3 ;
- ❖ **Bangladesh** : S&P réévalue la perspective du pays à négatif ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le port de Colombo dans le top 20 mondial ;
- ❖ **Népal** : La crue pourrait coûter 1/10^{ème} du PIB ;
- ❖ **Bhoutan** : La croissance portée par la production hydroélectrique et le tourisme ;
- ❖ **Maldives** : Le besoin de financement se creuse fortement.

À RETENIR

7,8%

Croissance réelle du PIB indien pour le
premier trimestre de 2026

Inde

Actualité macroéconomique

La croissance indienne à 7,8% au premier trimestre 2026-2027

Le ministère de la statistique a publié le 31 août les chiffres de la croissance pour le premier trimestre de l'année fiscale 2026/27 (avril-juin) à 7,8% en g.a. contre 6,9% en 2025. Pour mémoire, la RBI avait projeté la croissance à 7%. Economie toujours dominée par les services, le secteur tertiaire connaît un bond de 10% porté par les performances des services financiers et d'immobilier (+12,1%). Le secteur secondaire connaît une hausse de 8,6% avec une reprise du secteur de la construction (+16,5%) et surtout un rythme soutenu de croissance du secteur manufacturier (+7,7%). Du côté de la demande, les investissements publics sont en hausse (+11,9% en g.a.) tandis que les exportations progressent (+12%) et que la consommation privée maintient son rythme (+7,7%) malgré le choc énergétique et la mauvaise mousson. Les analystes estiment que les bons chiffres de la croissance laissent présager une action de la RBI qui pourrait relever ses taux lors de son prochain comité du 5 au 7 octobre.

[Ministry of Statistics and Programme Implementation](#)

Fitch et S&P maintiennent la notation de l'Inde

Les deux agences de notation Fitch et S&P ont maintenu les 11 et 27 août la note de l'Inde à respectivement BBB- et BBB. Malgré le renchérissement des prix de l'énergie et le risque de la baisse de la production agricole suite aux faibles précipitations, les deux agences soulignent la robustesse de la croissance indienne maintenues par des investissements publics importants et l'accord sur les droits douanes avec les Etats-Unis. Les estimations pour 2026 sont cependant revues à la baisse à 6,4%-6,6% contre 7,3%-7,4% initialement.

[Fitch - S&P Global Rating](#)

Actualité sectorielle

La compagnie aérienne indienne Fly91 commande 40 avions régionaux ATR pour accélérer la connectivité des villes secondaires

Le 3 septembre, la compagnie régionale indienne Fly91 a officialisé une commande de 40 turbopropulseurs ATR 72-600 auprès du constructeur franco-italien ATR pour un montant de près de 1 Md USD, un succès historique pour l'avionneur.

Fly91 exploite actuellement six appareils ATR, cette acquisition vise à faire croître sa flotte afin de renforcer sa capacité à desservir les villes secondaires. Avec des coûts d'exploitations réduits sur les liaisons courtes et leur capacité à opérer sur des pistes restreintes, les appareils ATR s'intègrent pleinement dans la volonté de désenclavement régional indien.

Fly91 a levé 26,3 M USD et cherche à mobiliser un montant équivalent auprès d'investisseurs pour financer son expansion. Son modèle économique s'appuie fortement sur le soutien du gouvernement indien avec 98 de ses 280 vols

hebdomadaires directement subventionnés via le programme indien de connectivité régionale (UDAN).

Pour ATR, co-entreprise entre Airbus et Leonardo, cette commande est décisive pour diversifier son portefeuille de clients. Cependant, cette signature souligne surtout que la volonté de connecter des villes secondaires indiennes via le plan UDAN génère une demande croissante de turbopropulseurs. L'Inde, qui possède déjà 70 avions ATR, s'affirme ainsi comme un débouché majeur pour l'avionneur.

[En savoir plus](#)

L'Etat du Chhattisgarh cherche à renforcer sa chaîne de valeur dans le secteur des minerais critiques et concentre la majorité des nouveaux projets d'exploration de minerais critiques

Lors de la 8ème série d'enchères nationales de blocs miniers critiques annoncées le 15 juillet, le Chief Minister du Chhattisgarh a réaffirmé l'objectif de l'État de structurer une chaîne de valeur minérale complète de l'exploration à la transformation, en passant par l'industrie manufacturière et le recyclage. Dans ce cadre, cinq des vingt blocs proposés aux enchères sont localisés au Chhattisgarh. Les autres projets sont localisés en Andhra Pradesh, au Bihar, au Maharashtra, en Odisha, au Penjab, au Rajasthan et au Bengale Occidental.

Les données disponibles montrent également que quarante projets d'exploration ont été menés en deux ans et demi, tandis que les recettes minières de l'État sont passées de 42 M USD depuis sa création à 1,7 Md USD aujourd'hui. Doté de réserves stratégiques en lithium, terres rares, graphite, vanadium et gallium, le Chhattisgarh a déjà mis aux enchères 65 blocs pour un potentiel de revenus estimé à 42 Mds USD. L'État travaille à la création d'un cadre incitatif intégré, associant aides au capital, exonérations fiscales et incitations à l'emploi local. Deux mémorandums d'entente (MoU) ont par ailleurs été signés, l'un pour le financement du secteur minier, l'autre pour la formation technique.

[En savoir plus](#) ; [En savoir plus](#)

Pakistan

Actualité macroéconomique

Moody's passe la note du Pakistan à B3

Le 24 août 2026 Moody's a amélioré la note du Pakistan de Caa1 à B3. Si le profil du Pakistan demeure vulnérable pour l'agence, elle souligne la reconstitution de ses réserves de change (+3 Mrds USD en g.a.), l'amélioration du coût de sa dette (35% des revenus contre 49% en 2025) et la poursuite des réformes dans le cadre du programme du FMI. Malgré tout, les obligations du Pakistan demeurent spéculatives du fait de sa dépendance énergétique et de la faiblesse de sa base fiscale.

[Dawn](#) - [Bloomberg](#)

L'inflation pakistanaise s'accélère sur le mois d'août

D'après le Pakistan Bureau of Statistics, l'inflation s'élève à 11,1% pour le mois d'août, une progression de 1,9 p.p. par rapport à juillet. Ce pic est largement porté par la hausse des coûts de l'énergie décidée par le gouvernement en juillet face à la crise d'approvisionnement qui frappe les marchés. Le coût des transports progresse de 20,17% en g.a. tandis que les prix des biens périssables connaissent une importante hausse de 24,91%. Face à cette flambée des prix, la State Bank of Pakistan qui avait déjà relevé ses taux en avril de 1 p.p. (à 11,50%) pourrait à nouveau envisager une nouvelle hausse.

[Pakistan Bureau of Statistics](#)

Bangladesh

Actualité macroéconomique

S&P passe la perspective du Bangladesh en négative

Dans son argumentaire, S&P justifie sa décision par les vulnérabilités du secteur bancaire domestique marqué par l'effet d'éviction des emprunts publics, une faible croissance des crédits et des interrogations sur le ratio de créances douteuses (jusqu'à 40% dans les banques publiques). L'agence souligne par ailleurs l'impact de la dépendance énergétique du pays sur l'équilibre extérieur et l'inflation qui atteint 9,2% en juillet 2026 en g.a. Enfin, les exportations de textile, qui représentent 85% des exportations totales du pays, reculent de 2,6% en g.a sur les 11 premiers mois de l'année fiscale 2025/26.

[S&P Global Rating](#)

Sri Lanka

Actualité macroéconomique

L'inflation au plus haut depuis plus de trois ans, mais la hausse mensuelle reste contenue

L'inflation (indice des prix à la consommation de Colombo) s'est établie à 8,0% sur un an en août 2026, soit son niveau le plus élevé depuis juin 2023. La hausse mensuelle des prix demeure toutefois contenue, à 0,3%, après 0,2% en juillet et 2,1% en juin. En moyenne sur douze mois, l'inflation accélère à 3,9%, après 3,3% en juillet, retrouvant son plus haut niveau depuis mai 2024 ; elle avait été négative en moyenne en 2025 (-0,5 %).

[Department of Census & Statistics](#)

Le compte courant dans le rouge sur les sept premiers mois de 2026

Le déficit atteint 387,4 MUSD sur la période, contre un excédent de 1,67 Md USD un an plus tôt. Le déficit des échanges de biens s'est creusé de 69%, à 6,51 Mds USD, les importations progressant bien plus rapidement que les exportations, notamment celles de carburants, en hausse de 59,9%, à 3,62 Mds USD. L'excédent du compte des services s'est replié de 22,4%, à 1,84 Md USD. Les recettes touristiques ont diminué de 11,5%, à 1,8 Md USD, tandis que les arrivées reculaient de 1,8%, à 1,34 million de visiteurs. La dégradation du compte courant a été atténuée par la forte progression des transferts de migrants, en hausse de 21,4 %, à 5,38 Mds USD sur les sept premiers mois.

[CBSL](#)

Maintien d'un excédent budgétaire au 1er semestre 2026, malgré une dégradation en juin

Les recettes de l'État ont atteint 2 956 Mds LKR en janvier-juin 2026, en hausse de 27% sur un an. Les dépenses totales ont augmenté plus modérément (+7,9%), à 2 946,5 Mds LKR, avec une hausse de 6,5% des dépenses récurrentes et de 23,6% des dépenses en capital. L'excédent primaire s'est fortement renforcé, à environ 1 244 Mds LKR (3,5% du PIB), contre 854 Mds LKR un an plus tôt (+45,6%). Le solde budgétaire global demeure légèrement excédentaire, à 9,5 Mds LKR (0,03% du PIB), contre un déficit de 405,6 Mds LKR au premier semestre 2025. Cette situation masque toutefois une nette dégradation en juin : l'excédent cumulé avait atteint 197,3 Mds LKR à fin mai, ce qui implique un déficit budgétaire d'environ 188 Mds LKR sur le seul mois de juin.

[CBSL](#)

Poursuite de la baisse de la dette publique en USD au 1er semestre de 2026

Après avoir reculé de 106,2 Mds USD fin 2024 (107,3% du PIB) à 103,9 Mds USD fin 2025 (98,6% du PIB), la dette publique brute s'établissait à 98 Mds USD au 30 juin 2026 (92% du PIB), soit une baisse supplémentaire de 5,7% en six mois. En devises locales, la dette publique brute s'établissait à 32 977 Mds LKR fin juin 2026, contre 32 196 Mds LKR fin 2025 et 31 062 Mds LKR fin 2024, soit une hausse de 2,4 % depuis le début de l'année et de 6,2 % depuis fin 2024, reflétant l'effet de la dépréciation de la roupie.

[Trésor](#)

Actualité sectorielle

Nouvelle structure de tarifs pour soutenir les énergies renouvelables et le stockage

Le régulateur sri-lankais de l'électricité (PUCSL) a approuvé une nouvelle structure de tarifs d'achat de l'électricité renouvelable, incluant pour la première fois des tarifs spécifiques pour les installations équipées de batteries de stockage. La réforme vise à favoriser l'intégration des énergies renouvelables au réseau et à réduire le recours aux capacités thermiques lors des périodes de forte demande. La PUCSL prévoit notamment l'intégration de 450 MW de capacités de stockage au cours des prochains mois. Il ne s'agit pas d'une hausse générale des tarifs d'achat, mais d'une différenciation accrue en faveur des installations équipées de batteries : l'électricité

renouvelable stockée puis injectée sur le réseau pendant les périodes de forte demande bénéficie désormais d'un tarif d'achat nettement supérieur au tarif standard. La réforme vise ainsi à accélérer le déploiement du stockage plutôt qu'à augmenter uniformément le soutien à la production solaire.

[En savoir plus.](#)

Relance du processus d'attribution de licences pour l'exploration pétrolière et gazière offshore

Le Sri Lanka doit lancer cette année un nouvel appel d'offres international pour l'exploration et la production d'hydrocarbures offshore, portant notamment sur quatre blocs du bassin de Mannar. La Petroleum Development Authority of Sri Lanka (PDASL), indiquant que les travaux d'exploration menés jusqu'à présent ont confirmé la présence de gisements de gaz potentiellement exploitables au large de la côte occidentale. Cette initiative vise à attirer des investissements internationaux, renforcer la sécurité énergétique et réduire la dépendance du pays aux importations de charbon et de pétrole. Le potentiel gazier du bassin de Mannar avait notamment été confirmé en 2011 par deux découvertes de Cairn Lanka, sans toutefois déboucher sur une production commerciale, l'entreprise ayant quitté le projet en 2015. Le Sri Lanka a depuis renforcé son cadre réglementaire avec le Petroleum Resources Act de 2021 et la création de la PDASL.

[En savoir plus](#)

Le port de Colombo intègre le Top 20 mondial des ports à conteneurs au premier semestre 2026

Le port de Colombo a traité 4,44 MTEU au premier semestre 2026, soit une hausse de 11,9 % en glissement annuel, selon les dernières données d'Alphaliner. Cette progression permet au port de passer de la 26e à la 20e place mondiale en termes de volumes de conteneurs, après une année 2025 déjà record avec environ 8,3 MTEU traités. Elle intervient toutefois dans un contexte international exceptionnel : les perturbations liées à la guerre au Moyen-Orient ont fortement pénalisé les ports du Golfe, favorisant mécaniquement la remontée de Colombo dans le classement. Afin d'accompagner cette dynamique, la Sri Lanka Ports Authority (SLPA) prévoit jusqu'à 2 Mds USD d'investissements au cours des trois prochaines années, notamment dans les infrastructures de manutention et de logistique, avec des projets d'expansion et des partenariats public-privé. Ces investissements visent à accroître les capacités du port et à maintenir sa compétitivité face au développement des infrastructures portuaires indiennes et à conserver ainsi son rôle de hub majeur de transbordement dans l'océan Indien.

[En savoir plus.](#)

Népal

Actualité macroéconomique

L'instabilité politique et la crue freinent le développement du Népal

Selon les dernières estimations de la Nepal Rastra Bank publiées le 26 août, l'économie népalaise a progressé de 3,85% en g.a. sur l'année fiscale 2025/2026, un ralentissement de 0,6 point par rapport à l'année précédente, porté par l'industrie (+5,67%, 14,16% du PIB) et les services (+4,21%, 62% du PIB). Le FMI souligne parallèlement une stabilité financière accrue, avec des réserves de change qui devraient dépasser 20 Mds USD en 2026/2027 (l'équivalent d'un an d'importations) et une inflation en net repli (de 5,44% en 2023/2024 à 3,08% en 2025/2026), tout en attribuant le ralentissement de la croissance à l'instabilité politique traversée par le pays.

À cette instabilité s'ajoute désormais pour l'année qui vient le choc de la crue meurtrière du 26 août : le ministre des Finances Swarnim Wagle a évalué, le 29 août, les dégâts entre 4 et 5 Mds USD, soit environ un dixième du PIB du pays. Un fonds d'assistance gouvernemental a déjà reçu 229 M USD de promesses de financement (Banque mondiale, Chine, États-Unis, Inde), auxquels s'ajoutent 2,5 M USD débloqués par l'ONU.

[Nepal Rastra Bank](#) - [FMI](#) - [ONU](#) - [Reuters](#)

Bhoutan

Actualité macroéconomique

Un taux de croissance élevé au T4 poussé par la production hydroélectrique et le tourisme

Le ministère des finances bhoutanais a publié le 17 août son rapport pour le 4^{ème} trimestre de l'année fiscale 2025/26. Avec un taux de croissance de 8,52% en g.a., la progression de l'économie bhoutanaise dépasse les attentes. La surperformance de la production électrique (+7% en g.a.) et la résilience des flux touristiques notamment en provenance d'Inde (+65% de touristes en g.a. contre -3% pour les autres pays) expliquent en grande partie ce taux de croissance. Le pays connaît cependant une persistance de l'inflation poussée à la hausse par les coûts de l'énergie (7,26% contre 5,64% au T3). Le déficit était de 1,76% du PIB au T4, un accroissement qui correspond aux dépenses de fin d'année fiscale mais qui demeure contenu à 0,38% sur l'année. Le ministère projette un déficit de 6,31% pour l'année fiscale 2026/27 majoritairement dû aux investissements hydroélectriques. La dette publique relativement au PIB décroît légèrement de 2,5 p.p. à 105,2% du tandis que le déficit du compte courant se rétracte à 19,4% du PIB notamment grâce à la baisse des importations d'électricité.

[Ministry of Finance](#)

Maldives

Actualité macroéconomique

Les finances publiques maldiviennes sous tension

Au 27 août 2026, le déficit budgétaire s'établit à 2,04 Mds MVR, contre un excédent de 619 MMVR un an plus tôt, les dépenses (29,96 Mds MVR, +17,5%) progressant plus vite que les recettes (27,92 Mds MVR, +6,9%). En intégrant les remboursements d'emprunts, le besoin brut de financement atteint 11,81 Mds MVR, soit environ 9,5% du PIB projeté pour 2026, contre 2,9% un an auparavant. La dette publique et garantie reste élevée, à 152,8 Mds MVR fin juin 2026 (contre 155 Mds fin mars), soit 122,7% du PIB, après un pic à 133,4% fin 2024 ; la baisse de la dette extérieure (de 62,7 à 55,4 Mds MVR) a été en partie compensée par la hausse de la dette interne (de 92,3 à 97,4 Mds MVR).

Face à l'excès de liquidités en MVR, qui alimente la demande de devises, la banque centrale (MMA) resserre sa politique monétaire : le coefficient de réserves obligatoires sur les dépôts en MVR passe de 10,5% à 11% dès septembre 2026, et le taux de rémunération des opérations de reprise de liquidités est relevé de 10 points de base. Sur le marché parallèle, le dollar s'échange avec une prime de plus de 50% par rapport au taux officiel, tandis que les réserves de change utilisables poursuivent leur baisse (221,8 MUSD fin juillet 2026, soit 15 jours d'importations), ce qui a récemment conduit le Parlement à imposer aux resorts la conversion en MVR de 40% de leurs recettes mensuelles en devises.

[Ministère des Finances](#) – [Ministère des Finances](#) - [MMA](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Négative	B+	Négative	D	C
Pakistan	B3	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>